

**Birmanie - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 22 novembre 2017)**

Question sur la situation des Rohingyas

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Il y a en ce moment un million de Rohingyas dans l'est du Bangladesh qui viennent de la province d'Arakan en Birmanie, soit volontairement, soit amenés par la violence des interventions militaires.

C'est une situation insoutenable. Ils sont victimes de violences, ils sont dans une situation extrêmement précaire et il y a les difficultés inhérentes aux relations entre le Bangladesh et la Birmanie.

Le président de la République avait eu l'occasion de dénoncer à la tribune des Nations unies une véritable entreprise de nettoyage ethnique.

Vous avez souligné qu'il y avait eu une réunion avant-hier en Birmanie des ministres des affaires étrangères d'Europe et d'Asie, et qu'à cette occasion, Mme Aung San Suu Kyi a présenté une feuille de route permettant de sortir de la crise avec la cessation des violences, l'accès humanitaire, la capacité pour les Rohingyas de revenir dans la province d'Arakan, et le fait que l'ensemble de ces dispositions soient contrôlées par une commission internationale, c'est-à-dire l'application stricte des propositions faites par l'ancien secrétaire général des Nations unies qui avait été mandaté pour une médiation, Kofi Annan.

Ces propositions seront mises en oeuvre. Elles ont eu le soutien de la Chine et du Bangladesh, le soutien de Aung San Suu Kyi qui est dans une situation très particulière, parce que la

démocratie en Birmanie n'est pas aboutie, même si les élections il y a deux ans ont permis au parti d'Aung San Suu Kyi d'avoir une majorité. Il reste une place extrêmement importante à la gente militaire qui a exercé une dictature pendant 70 ans.

La France sera aux côtés d'Aung San Suu Kyi dans cette démarche ainsi que tous les pays européens./.